

Les soins de santé (35 %) sont un enjeu de la campagne électorale fédérale plus important que l'économie et l'emploi (24 %), la réduction de la dette (15 %), l'éducation (12 %) et l'environnement (11 %)

Deux résidents des Prairies et du nord du Canada sur dix (17 %) disent qu'il serait « très probable » qu'ils votent pour un autre parti si le parti qu'ils appuient actuellement ne présente pas un programme sur l'avenir des soins de santé

Date de diffusion : Vendredi Avril 15, 2011



Ipsos Reid est le chef de file canadien en information commerciale et le principal fournisseur de sondages d'opinion publique du pays. Présente dans huit villes, Ipsos Reid emploie plus de 300 professionnels et agents de collecte de données au Canada. L'entreprise dispose du plus vaste réseau de centres d'appels du Canada et des plus grands panels prérecrutés, composés de foyers ou de répondants en ligne. Ses activités canadiennes d'études de marché et d'affaires publiques reposent sur une équipe de spécialistes chevronnés de la recherche possédant une vaste expérience dans divers secteurs d'activité. Ipsos Reid utilise les meilleurs véhicules de recherche du Canada, notamment le Rapport de tendance Ipsos, la source d'opinion publique par excellence au pays. C'est ainsi qu'elle peut offrir à ses clients des renseignements utiles et pertinents. Ipsos Reid fait partie de la société Ipsos, un fournisseur mondial de premier plan en matière d'études de marché. Pour en savoir davantage, visitez le www.ipsos.ca

© Ipsos Reid

*Washington • New York • Chicago • Minneapolis • Seattle • San Francisco
Vancouver • Edmonton • Calgary • Winnipeg • Toronto • Ottawa • Montréal*

Les soins de santé (35 %) sont un enjeu de la campagne électorale fédérale plus important que l'économie et l'emploi (24 %), la réduction de la dette (15 %), l'éducation (12 %) et l'environnement (11 %)

Deux résidents des Prairies et du nord du Canada sur dix (17 %) disent qu'il serait « très probable » qu'ils votent pour un autre parti si le parti qu'ils appuient actuellement ne présente pas un programme sur l'avenir des soins de santé

Toronto, Ont. – Un nouveau sondage Ipsos Reid mené pour le compte de l'Association médicale canadienne révèle que près de quatre résidents des Prairies et du nord du Canada sur dix (35 %) estiment que les soins de santé sont l'enjeu dont ils aimeraient le plus que les chefs de parti s'occupent, une proportion beaucoup plus élevée que celle des répondants pour qui l'emploi et la croissance économique (24 %), la dette et la réduction du déficit (15 %), l'éducation (12 %) et l'environnement (11 %) sont les enjeux dont ils aimeraient le plus entendre parler.

De fait, les soins de santé sont une grande priorité pour un grand nombre de résidents de chaque province : Saskatchewan (39 %), Alberta (35 %), Nunavut (34 %), Manitoba (33 %) et les Territoires du Nord-Ouest (28 % – l'environnement, à 26 %, arrive non loin au deuxième rang), qui disent que c'est l'enjeu dont ils aimeraient le plus que l'on s'occupe. Les soins de santé arrivent au premier rang pour les partisans de deux des trois grands partis fédéraux –

NPD (47 %), Parti libéral (40 %) – et se classent non loin au deuxième rang dans le cas du Parti conservateur (29 % – à seulement un point derrière l'économie et la croissance, à 30 %).

L'importance accordée aux soins de santé semble avoir une incidence notable sur la façon dont les résidents des Prairies et du nord du Canada ont l'intention de voter le 2 mai. Deux sur dix (17 %) disent qu'il serait « très probable » – un score de 5 sur 5 – qu'ils votent pour un autre parti si le parti qu'ils appuient actuellement ne présente pas un programme sur l'avenir des soins de santé. Ce sont les partisans du NPD (24 %) et du Parti libéral (21 %) qui ont le plus tendance à dire qu'il serait très probable qu'ils votent pour un autre parti si le leur ne présente pas un programme sur l'avenir des soins de santé au Canada. Un partisan du Parti conservateur sur dix (11 %) dit qu'il serait « très probable » qu'il vote pour un autre parti.

Une vaste majorité (76 %) des résidents des Prairies et du nord du Canada estime « très important » « le rôle du gouvernement fédéral à titre de responsable de l'application de la Loi canadienne sur la santé qui veille à ce que tous les Canadiens, quels que soient l'endroit où ils vivent et leur capacité de payer, puissent avoir accès à des traitements médicaux ». Il n'est donc pas surprenant que sept répondants sur dix (69 %) croient qu'il est « très important » que, durant la campagne, « les chefs des partis politiques fédéraux présentent leur programme pour faire en sorte que les Canadiens disposent d'un système de soins de santé viable qui répond aux besoins des patients ». Dans la même veine, sept répondants sur dix (69 %) croient qu'il est « très important » que, dans le contexte des élections fédérales, « chacun des chefs de parti désire s'attaquer aux problèmes auxquels les Canadiens font face en matière de soins de santé ».

En 2004, les gouvernements fédéral et provinciaux ont conclu un accord sur les soins de santé qui détermine la contribution du gouvernement fédéral aux systèmes de soins de santé

provinciaux. Cet accord arrivera à échéance en 2014. Si les résidents des Prairies et du nord du Canada reconnaissent que le gouvernement fédéral doit jouer un rôle clé dans le système de soins de santé, ils sont moins convaincus de l'urgence d'organiser une rencontre fédérale-provinciale immédiatement après les élections. Néanmoins, la moitié des répondants (49 %) sont « fortement d'accord » pour dire « qu'il est important que les chefs des partis nationaux s'engagent à organiser une rencontre entre les premiers ministres des provinces et des territoires et le prochain premier ministre canadien tout de suite après l'élection pour renégocier l'accord sur les soins de santé qui arrivera à échéance dans trois ans ».

En ce qui concerne l'avenir, on a présenté aux résidents des Prairies et du nord du Canada différentes initiatives pour évaluer dans quelle mesure celles-ci étaient importantes pour eux :

- Sept répondants sur dix (65 %) croient qu'il est « très important » d'avoir un « programme qui veillera à ce que tous les Canadiens aient un accès raisonnable aux médicaments sur ordonnance, en fonction de leurs besoins et non de leur capacité de payer ».
- Six répondants sur dix (60 %) pensent qu'il est « très important » d'avoir un « programme de soins de longue durée et des installations pour les patients qui ont besoin de l'assistance et du soutien d'un professionnel de la santé ailleurs qu'à l'hôpital ou à la maison ».
- Environ la moitié des répondants (55 %) pense qu'il est « très important » d'avoir un « programme de soins à domicile qui permettrait aux patients de rentrer à la maison avec l'assistance de leurs parents ou amis ».

Mais le temps et les ressources ne sont pas illimités. Lorsqu'on leur demande de choisir parmi ces trois initiatives, quatre répondants sur dix (38 %) indiquent qu'un programme qui assure un accès universel aux médicaments sur ordonnance est le plus important (46 % parmi les répondants de 18 à 34 ans), tandis qu'un sur trois (33 %) croit que c'est le programme de soins à domicile qui est le plus important (36 % des répondants de 55 ans et plus). Dans les trois groupes, le programme de soins de longue durée arrive non loin au troisième rang, avec 27 %.

Voilà les résultats d'un sondage Ipsos Reid mené du 5 au 7 avril 2011 pour le compte de l'Association médicale canadienne. Le sondage a été effectué par téléphone auprès d'un échantillonnage représentatif de 1 201 adultes canadiens des Prairies et des Territoires du Nord-Ouest choisis au hasard. Un échantillonnage de cette taille comporte une marge d'erreur de $\pm 2,8$ points de pourcentage, 19 fois sur 20, par rapport aux résultats qui auraient été obtenus si la totalité de la population adulte canadienne de la région avait été sondée. La marge d'erreur est supérieure dans les régions et pour les autres sous-groupes de la population sondée. Ces données ont été pondérées pour faire en sorte que la composition de l'échantillonnage par région et en fonction de l'âge/du sexe des répondants reflète celle de la population réelle de la région selon les données du recensement. Toutes les enquêtes par sondage peuvent comporter des erreurs d'autres sources, y compris, mais sans s'y limiter, des erreurs de couverture et de mesure.

Pour plus de renseignements sur ce communiqué, veuillez communiquer avec :

**Mike Colledge
Président,
Ipsos Reid
Affaires publiques
613 688-8971**

Pour consulter l'ensemble des résultats compilés, visitez notre site Web à www.ipsos.ca. On peut consulter les communiqués à : <http://www.ipsos-na.com/news/>

© Ipsos Reid